



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale  
de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne  
Site de Limoges  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 01/12/2025

Références : UD87-2025-254 r géorisques  
Code AIOT : 0003105964

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MASSY TP**

lieu dit la Plaine

87220 Boisseuil

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement MASSY TP implanté ALLÉE DE LA FABRIQUE Parc d'Activités Les Portes de Feytiat (ex Parc d'Activités du Ponteix) 87220 Feytiat. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'Inspection des Installations Classées a été saisie de doléances exprimées par des riverains quant aux conditions d'exploitation générant des nuisances (bruit et envols de poussières). Elle a donc décidé de diligenter une visite d'inspection inopinée afin d'apprécier la réalité et l'ampleur des nuisances notamment au regard de la réglementation ICPE applicable aux installations.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MASSY TP
- ALLÉE DE LA FABRIQUE Parc d'Activités Les Portes de Feytiat (ex Parc d'Activités du Ponteix) 87220 Feytiat
- Code AIOT : 0003105964
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station de transit, de valorisation et de recyclage de matériaux inertes de chantier située au parc d'activité du Ponteix à Feytiat est exploitée par la société MASSY TP sous le régime de déclaration (rubrique 2517 -2).

Cette plateforme est équipée d'un concasseur thermique mobile sous le régime de la déclaration (rubrique 2515 -2).

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Bruits et vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Contrôle du bruit	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 1.1	Sans objet
5	Piste de circulation (rubrique 2517)	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 6.5	Sans objet
6	Stockages des matériaux	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 6.4	Sans objet
7	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 3.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit apporter des éléments de régularisation et entreprendre des actions correctives afin de régulariser la situation liée notamment aux nuisances sonores pour être en conformité avec les prescriptions en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier installation classée (rubrique 2517)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant le dossier de déclaration.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit remettre à jour le dossier de déclaration mentionnant toutes les activités et les installations en place sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Conformité de l'installation à la déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation à la déclaration (rubrique 2517)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué un plan ortho-photographique et de cubature sur la répartition des volumes de stockage des matériaux du site établi en date du 19/09/2025. <b>Sur ce plan, il devra être précisé la surface d'exploitation du site. Ce plan ajusté sera à communiquer à l'Inspection.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Conformité de l'installation à la déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation à la déclaration (rubrique 2515)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux documents joints à la déclaration précisant la puissance maximale de l'ensemble des équipements fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été relevé sur la plaque constructeur du concasseur à percussion mobile sur chenilles (MOBIREX NEO) une puissance de 200 kW (seuil limite admissible de l'activité sous le régime de la déclaration). En complément, l'exploitant a fourni les fiches d'informations sur les caractéristiques techniques des équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Contrôle du bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores émises par l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué un rapport relatif à une campagne de mesures acoustiques réalisée en date du 18/09/2025 par la société ORFEA ACOUSTIQUE. Ces mesures concluent à des émergences importantes sur les deux points de Zones à Émergence Réglementée (ZER) étudiés et correspondant aux habitations situées à l'ouest du site. Ces émergences sont en effet de 14 et 28 dB(A) pour une valeur limite réglementaire de 5 dB(A).  En regard de ce constat, le rapport fournit une analyse acoustique prévisionnelle (simulation) évaluant 3 scénarios d'organisation et d'aménagements envisageables pour atténuer les impacts acoustiques (déplacement du concasseur, mise en place de merlons, ...). Si cette simulation confirme les possibilités de réduire notablement les impacts acoustiques par différents aménagements et modes d'organisation du travail, elle ne permet pas de garantir que les limites réglementaires seront respectées sur la totalité des ZER.  En outre, le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un brumisateurs pour abattre les poussières générant un bruit important (moteur thermique) qui n'a pas été pris en compte dans la campagne de contrôle acoustique et simulation susmentionnées.  Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a fait part de nouvelles réflexions d'aménagements et d'organisation susceptibles d'apporter de nouveaux gains acoustiques et ainsi envisager une conformité réglementaire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit mettre en œuvre sous 3 mois l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles envisagées pour réduire les nuisances sonores vis-à-vis du voisinage et programmer une nouvelle campagne de mesures acoustiques. Le rapport de cette nouvelle campagne de mesures sera à communiquer à l'Inspection dès réception.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Piste de circulation (rubrique 2517)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piste de circulation et gestion des risques d'envol de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées de manière à prévenir les envols de poussières. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules sont prévues en cas de besoin.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que les pistes de circulation étaient arrosées limitant ainsi les envols de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Stockages des matériaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockages des matériaux et limitation des envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un brumisateurs mobile en contre-bas du principal stock de matériaux de démolition afin de limiter les envols de poussières lors des déversements de bennes de camion et de la manipulation de la pelle.  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'un projet sur la mise en place d'un dispositif de brumisation par diffuseurs est en cours d'étude. <b>L'exploitant informera l'Inspection de sa mise en œuvre avec photos à l'appui.</b> Enfin, l'exploitant a mis en place 4 jauges Owen implantées sur le périmètre du site dans la perspective de réaliser une campagne de mesures des retombées atmosphériques (communication d'un plan de mesures sur la localisation des jauges + devis établi par la société SOCOTEC en date du 04/09/2025). Postérieurement à l'inspection (le 25/11/2025), l'exploitant a communiqué le rapport de cette campagne de mesures. Ce rapport conclut à la conformité des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Registre entrée/sortie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article annexe I article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registre entrée/sortie des matériaux sur le site (rubrique 2515)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué un extrait du registre d'admission et d'évacuation des flux de matériaux sur le site ainsi qu'un plan général des stockages de matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite